



Communiqué  
Pour diffusion immédiate

**Budget 2026-2027**

## **Encore des miettes pour le patrimoine bâti**

Québec, le 18 mars 2026 – Encore cette année, Action patrimoine dénonce le manque d’engagement du gouvernement envers le patrimoine bâti, dont les investissements demeurent marginaux dans ce 8<sup>e</sup> et ultime budget du ministre des Finances, M. Éric Girard. Cela est d’autant plus préoccupant que les demandes formulées dans notre mémoire prébudgétaire, pourtant réalistes, n’ont pas été prises en compte.

### **Un financement qui peine à répondre aux besoins du milieu**

Sur une enveloppe globale de 217,1 M\$ sur 5 ans destinée à « faire rayonner la culture et le patrimoine culturel québécois », notre organisme s’étonne qu’aucune bonification ne soit prévue pour soutenir au fonctionnement les organismes nationaux en patrimoine bâti. Force est de constater que nous devons encore faire plus avec moins. Malgré notre rôle central de premier plan pour la société civile et pour les gouvernements, nous n’avons toujours pas un financement adéquat.

« Les organismes en patrimoine constatent une augmentation des demandes d’information, d’accompagnement, de formation, de participation à divers comités consultatifs et tables. Afin de poursuivre notre travail, nous avons besoin de stabilité et de prévisibilité », mentionne Renée Genest, directrice générale d’Action patrimoine.

### **L’urgence d’une véritable politique du patrimoine**

Dans un contexte où les investissements en infrastructures et en projets stratégiques se multiplient, le gouvernement met de l’avant le projet de loi n° 5 visant à accélérer la réalisation de projets d’envergure nationale. Bien que cette volonté de simplification administrative puisse répondre à des enjeux économiques, elle soulève des inquiétudes quant à ses impacts sur l’aménagement du territoire et, par conséquent, sur la protection du patrimoine bâti et des paysages culturels.



Dans ce contexte, Action patrimoine rappelle que la mise sur pied d'une politique du patrimoine — une autre de ses propositions formulées dans le cadre des consultations prébudgétaires — apparaît plus nécessaire que jamais afin d'assurer une vision cohérente et une meilleure prise en compte des enjeux patrimoniaux : « Il faut arrêter d'agir en silo et plutôt miser sur une vision englobante, partagée et transversale des différents ministères. Cela permettrait de démontrer que le patrimoine est une solution possible à divers enjeux, notamment en matière de développement durable et de logement » explique Renée Genest.

#### **Un signal positif pour la relève**

Action patrimoine salue néanmoins la reconduction des fonds nécessaires au maintien des activités culturelles à l'école et des sorties scolaires en milieu culturel : « Cette initiative est essentielle pour sensibiliser les jeunes du primaire et du secondaire au patrimoine bâti, notamment en leur offrant la possibilité de visiter des sites patrimoniaux, et ainsi, assurer la relève », conclut Renée Genest.

#### **À propos**

Action patrimoine est un organisme national, à but non lucratif, qui œuvre depuis 1975 à protéger, à mettre en valeur et à faire connaître le patrimoine bâti et les paysages culturels du Québec. À titre d'organisme de regroupement, notre vocation est de proposer une approche concrète du patrimoine, à la fois nationale et locale.

Nous offrons notamment des formations pour sensibiliser le milieu municipal et professionnel à la protection du patrimoine bâti et des paysages.

- 30 -

Philippe Fortin  
Responsable des communications  
418 647-4347, 200  
communications@actionpatrimoine.ca  
actionpatrimoine.ca